



**HAL**  
open science

**Une “ internationale ” étudiante en Europe est-elle possible ? La stricte division du travail entre le culturel et le politique professionnalisé à travers les cas comparés de l’ESIB et de l’AEGEE**

Geneviève Myriam Jacqueline Madeleine Désirée Genicot

► **To cite this version:**

Geneviève Myriam Jacqueline Madeleine Désirée Genicot. Une “ internationale ” étudiante en Europe est-elle possible ? La stricte division du travail entre le culturel et le politique professionnalisé à travers les cas comparés de l’ESIB et de l’AEGEE. Colloque GERME-BDIC-GENERIQUES-HEME “ Etudiant-e-s en mouvements : Internationalismes et internationales, cosmopolitismes et migrations étudiantes ”, Jun 2006, Paris, France. hal-00262472

**HAL Id: hal-00262472**

**<https://hal.science/hal-00262472>**

Submitted on 21 Mar 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Une « internationale » étudiante en Europe est-elle possible ?

Division du travail entre le culturel et le politique professionnalisé :

les cas comparés de l'ESIB et de l'AEGEE

par Geneviève Genicot, doctorante à l'IEP de Grenoble, PACTE-CIDSP

Où en est-on aujourd'hui en Europe, après la Chute du Mur, en matière de coopération étudiante ? A l'heure du **Processus de Bologne** qui entend harmoniser les structures de l'enseignement supérieur dans quarante pays, les étudiants européens ont-ils appris à se connaître et à travailler ensemble, à lutter pour leurs droits dans des structures internationalisées ? Une « internationale » étudiante existe-t-elle en Europe ?

On peut aussi poser la question sur le terrain de la « société civile ». Car **on entend souvent parler de « société civile européenne »**. Comme toutes les sociétés, notre Europe aspire à se perpétuer et à s'améliorer à travers sa jeunesse. Et quelle jeunesse plus que la jeunesse étudiante pourrait être mieux placée pour réaliser ce rêve ? Il s'agirait d'une jeune société européenne où les ressortissants des différents pays seraient curieux de leurs cultures respectives, et en même temps, capables d'agir ensemble. Je voudrais analyser les **conditions de possibilité de ce rêve**. Rêve qui, si l'on y réfléchit bien, est double : c'est à la fois le rêve d'une **société civile organisée et politique**, et celui d'une **société civile sociologique**, où les individus ouvrent leur groupe et, comme le diraient les anthropologues, partagent la nourriture et les femmes.<sup>1</sup>

En réalité, **il semble que ces deux rêves se construisent en parallèle**, et que ces deux sociétés civiles s'organisent dans des réseaux qui ne se touchent qu'à peine. C'est du moins ce que suggère l'étude des organisations étudiants de niveau européen. Nous allons donc **explorer ce fait, singulier, et tenter d'en donner les causes**.

**Trois organisations étudiantes sont reconnues par l'Union européenne pour être les plus généralistes et les plus englobantes**, en comparaison d'autres associations centrées sur une branche d'études, un type d'activité particulier, ou une région spécifique. Ces trois organisations sont **ESIB, AEGEE et ESN**. Ce trio d'organisations « reconnues » nous semble effectivement pertinent.

D'autant plus pertinent dans le cadre de la question posée – une société civile étudiante européenne est-elle possible –, d'autant plus pertinent que ces organisations **mettent les étudiants européens en mouvement**.

**L'ESIB (European Student Information Bureau – The National Unions of Students in Europe)** est la fédération des étudiants européens, qui s'est investie dans la représentation de l'intérêt étudiant au niveau européen. Elle regroupant 44 organisations de 34 pays dans et hors Union ; l'UNEF et la FAGE en sont membres pour la France. L'ESIB fait voyager des représentants étudiants à travers l'Europe à l'occasion de

---

<sup>1</sup> Des chiffres récents (enquête Pioneur) montraient récemment que la principale cause d'expatriation intra-européenne est l'amour.

séminaires, *Board Meetings* (réunions du conseil de l'organisation) et autres Conventions européennes. Fondée il y a 23 ans sur l'idée d'échange culturel entre étudiants européens, l'ESIB a fortement élargi ses préoccupations dans les années 90 au vu des mutations internationales de l'enseignement supérieur : elle s'est peu à peu investie d'une mission de *représentation*.<sup>2</sup> La fédération prétend en effet représenter, *indirectement*, plus de 11 millions d'étudiants.

L'**AEGEE** (*Association Générale des Etudiants de l'Europe*) clame quant à elle 15 000 membres individuels *directs* dans 241 villes universitaires de 40 pays, c'est l'une des plus grandes associations interdisciplinaires d'étudiants en Europe. Elle « vise à promouvoir l'idée d'une Europe unie » et à « développer une société ouverte et tolérante », et organise des événements culturels à travers l'Europe, notamment des universités d'été de divers types : langues, tourisme régional...<sup>3</sup>

On mentionnera encore l'**ESN** (*Erasmus Student Network*), lui aussi reconnu par l'UE, et qui organise des activités pour les étudiants d'échange à travers l'Europe. Nous nous concentrerons cependant ici sur l'ESIB et l'AEGEE, car ces organisations possèdent des points de communication, et de compétition, alors que l'ESN reste une organisation à but unique, qui s'est toujours concentrés sur l'échange culturel et sociologique.

Nous allons rapidement comprendre que l'ESIB et l'AEGEE ne font pas voyager le même type d'étudiants, et qu'elles ne le font pas pour les mêmes raisons.

- D'une part, à l'ESIB, on trouve des **représentants étudiants**, et de l'autre, à l'AEGEE, des étudiants **non engagés politiquement**.

- Qui plus est, l'ESIB est une organisation **down-top**, une fédération formée des *émanations* des syndicats nationaux étudiants, qu'elle chapeaute. Alors que l'AEGEE est une organisation top-down, qui a placé des *antennes similaires* dans toute l'Europe et seulement au niveau local, ignorant par choix le niveau national. C'est une spécificité dont les membres d'AEGEE sont fiers.

Cette particularité donne effectivement, à cette organisation, une **visibilité locale** supérieure à celle de l'ESIB. Ne fût-ce, d'ailleurs, que pour une question de **nom** : les antennes de l'AEGEE portent toutes le même nom (AEGEE-Lyon, AEGEE-Athènes, etc.), alors que les membres de l'ESIB sont d'abord identifiés par leur nom de syndicats nationaux (UNEF<sup>4</sup>, FAGE<sup>5</sup>, UDU<sup>6</sup>, etc.). L'ESIB n'est pour ainsi dire pas connue, en tant que l'ESIB, au niveau local.

Cette différence dans la structure organisationnelle signifie aussi que, lors des activités locales des sections de l'AEGEE, un **sentiment d'appartenance européen** existe, à la fois par la conscience de

---

<sup>2</sup> WESIB, le *Western European Student Information Bureau*, a été créé le 17 octobre 1982 ; il devient ESIB en 1990. Afin de marquer le changement de préoccupations de la fédération (de l'information à la représentation), ESIB devient en 1992 *ESIB – the National Unions of Students in Europe*. Pour plus d'informations voir le site de l'organisation [www.esib.org](http://www.esib.org).

<sup>3</sup> Le site de l'AEGEE : [www.karl.aegee.org/su.nsf/Home?OpenForm](http://www.karl.aegee.org/su.nsf/Home?OpenForm).

<sup>4</sup> Union nationale des étudiants de France

<sup>5</sup> Fédération des associations générales d'étudiants

<sup>6</sup> Unione degli universitari, le syndicat étudiant italien

l'existence d'autres sections de l'AEGEE en Europe, et par la présence à ces événements d'étudiants en provenance de différents pays européens. En contraste, les activités locales des membres de l'ESIB ne font pas référence à l'ESIB, parce que cette organisation reste souvent inconnue aux étudiants engagés non spécialisés sur les questions européennes.

Les antennes de l'AEGEE recréent par ailleurs, au niveau local, un brassage de cultures inexistant dans les activités locales ou nationales des membres de l'ESIB. Les représentants étudiants de l'ESIB sont, en effet, le plus souvent des ressortissants nationaux. --Alors que le but des antennes de l'AEGEE est de faire se rencontrer les étudiants du pays avec les étudiants étrangers présents sur le site, lors de « European cooking night », d'échanges linguistiques, de week-end « francophonie » etc. Même si, dans certains cas, comme en Moldavie ou en Ukraine, l'AEGEE s'occupe directement de l'implémentation du Processus de Bologne, on a malgré tout affaire pour une bonne partie, à l'AEGEE à un type de **sociabilité internationale et européenne**, versus, à l'ESIB, **un but politique unique, de représentation de l'intérêt national des étudiants**.

Une identité différente est donc en jeu dans les deux organisations : l'absence d'échelon national joue dans le cas de l'AEGEE un rôle de **promotion de la citoyenneté européenne**, dans une optique fédéraliste, alors que la structure fédérée de différents membres nationaux à l'ESIB renforce la vision d'une **Europe intergouvernementale**.

- **Cette structuration correspond, respectivement, aux activités-phare des deux organisations.**

La centralité du niveau national dans l'ESIB est cruciale pour son activité de représentation, comme c'est le cas dans le Processus de Bologne. Le domaine de l'enseignement supérieur restant une compétence exclusive des Etats, l'ESIB doit pouvoir compter, dans son action, sur les relations entre ses membres et les gouvernements nationaux --puisque ce sont ces gouvernements qui, en dernier ressort, appliquent les déclarations d'intention signées à 40 au niveau européen --à Bologne, Prague, Berlin, Bergen et bientôt Londres. **L'utilisation de ressources nationales est par contre interdite à l'AEGEE de facto**, du fait de sa structure, et dès lors, lui est aussi interdite, ou du moins rendue très difficile, l'action dans le champ de la politique de l'enseignement supérieur.

**Réciproquement, sa structure rend bien difficile à l'ESIB un travail avec les étudiants de la base, travail de promotion d'un sentiment social européen unifié.** Seule une présence accrue de représentants de l'ESIB aux événements nationaux de ses membres, à laquelle l'organisation travaille, permettrait une meilleure visibilité de l'organisation.

- Ces différences sont recoupées par un clivage important dans la composition des deux organisations. **L'AEGEE recrute directement, au niveau local, des étudiants sans particularité autre que celle d'être européen et de souhaiter rencontrer d'autres étudiants européens. Au contraire, l'ESIB ne recrute pas d'étudiants au niveau local de façon directe, mais prend acte des « recrutements » effectués par ses organisations membres aux niveaux inférieurs de la représentation.**

Lorsqu'il s'agit de recruter du personnel pour le niveau européen, la chaîne de recrutement suivie n'est pas la même. A l'AEGEE, les étudiants actifs au niveau européen auront été sélectionnés au sein d'un pool d'individus recrutés, dès la base, pour l'AEGEE. A l'ESIB, les étudiants parvenant au niveau européen auront été sélectionnés par leurs pairs nationaux à la fin d'une carrière militante essentiellement nationale, et au cours de laquelle l'existence de l'ESIB est découverte.

Dans le premier cas de figure, on se retrouvera avec des étudiants promoteurs d'une Europe unie ; dans le second, avec des professionnels de la représentation étudiante dans leur pays, possédant des compétences spécifiques dans le domaine de l'enseignement supérieur. D'un côté, l'ouverture à la base, de l'autre, la sélection par les pairs en haut de la pyramide.

- On ne s'étonnera donc pas qu'au cours des dernières années, on ait observé avec régularité que les questions de politique éducative européenne restent la préoccupation principale de l'ESIB, dans une image de travail professionnel réservé aux *happy few*, --là où l'AEGEE s'intéresse plutôt à l'échange culturel étudiant au sens large et présente une culture de la fête bien développée. Une logique politique et professionnelle à l'ESIB s'oppose à une logique associative dans l'AEGEE.

Dès lors, que dire de la coopération étudiante au niveau européen lorsqu'on regarde ces deux organisations ? On constate que le versant politique de la coopération étudiante en Europe, parce qu'il est professionnalisé, reste **totalemment séparé** du versant culturel de la coopération étudiante en Europe. Ce sont les deux versants d'une société civile étudiante complète, le versant *organisé* vs. le versant *sociologique*.

Cette séparation pose la question de la possibilité d'une prise de conscience étudiante européenne à l'heure des réformes de Bologne. Dans de nombreux pays, les étudiants vivant les réformes de Bologne ignorent leur caractère européen, alors même qu'ils peuvent être culturellement intéressés par l'Europe.

**On ne peut s'empêcher de penser à la force qu'aurait une fusion de ces deux associations.**

Mais nos travaux de thèse nous amènent à conclure à l'impossibilité chronique d'un mouvement étudiant européen complet, dans les conditions actuelles. Nous voudrions donner 3 indices de cette situation.

1. Un Groupe de liaison entre les 3 organisations (ESIB, AEGEE, ESN) a existé. Créé en 2000 par un Commissaire européen des plus enthousiastes à l'idée de cette coopération, le Liaison Group réalisera 3 projets : *Socrates on the Move I* et *II* (qui visaient dès 2001 à former de « jeunes ambassadeurs » des programmes d'échange européens) et *UniDebate* (débats sur l'avenir de l'Europe déroulés localement en 2002). Les 3 organisations sont même admises dans le Bologna Follow Up Group, groupe de suivi du Processus de Bologne et qui donne l'orientation de ces importantes réformes. Le Groupe de liaison va cependant sombrer dans l'oubli, à cause de problèmes dans la gestion des projets et surtout du manque d'investissement dans le Bologna Follow Up Group de la part de l'AEGEE et de l'ESN. Après le départ du commissaire initiateur du Groupe, l'ESIB devient *de facto* l'organisation monopolistique de représentation de l'intérêt étudiant au niveau européen.

Le naufrage du Liaison Group peut être expliqué simplement :

- D'abord, la [structure non-nationale de l'AEGEE et de l'ESN](#) n'en font pas des partenaires privilégiés concernant les réformes de Bologne ni aucune autre réforme de l'enseignement supérieur européen, parce que ces organisations n'entretiennent pas de rapports particuliers avec les gouvernements nationaux, qui restent les acteurs-clef du processus.

- Ensuite, ces organisations ont des [axes de travail](#) qui ne sont pas autant que ceux de l'ESIB adaptés à un travail sur l'enseignement supérieur :

- Le travail de l'ESN ne recouvre qu'une partie très spécifique des sujets abordés dans le Processus de Bologne (la mobilité, les étudiants d'échange)

- L'AEGEE travaille selon 4 axes, dont l'un est l'enseignement supérieur, mais dont trois sont éloignés de cette problématique : l'échange culturel, la citoyenneté active, la paix et la stabilité. La période de promotion du Traité constitutionnel européen aura par exemple beaucoup occupé l'AEGEE, au détriment des autres problématiques comme Bologne.

- Enfin, du moins pour l'AEGEE, on a affaire à une organisation dont la [continuité laisse à désirer](#), avec un renouvellement du Comité directeur tous les 6 mois (bien que les étudiants y restent souvent une année). Le fait qu'un Ukrainien ait pris les rênes du Groupe de travail « Enseignement supérieur » au sein de l'AEGEE aurait par exemple suffi à exclure le Processus de Bologne du champ des préoccupations de l'AEGEE, par le simple fait que l'Ukraine à l'époque n'était pas encore en train d'implémenter le processus.

- Enfin, [l'ESIB a utilisé à plein régime ses caractéristiques](#) de structuration nationale, de concentration et d'expertise sur l'enseignement supérieur, et de continuité, pour prendre la place qu'elle occupe actuellement.

On voit donc qu'[il a été impossible de maintenir 2 des 3 organisations dans un groupe s'occupant de politique de l'enseignement supérieur](#).

2. Deuxième indice, a contrario. L'ESIB a déjà plusieurs fois fait le constat qu'elle devrait être plus présente et visible auprès des étudiants « de la base ». Dans cette perspective, des « [camps d'été](#) » ont été organisés en 2003, 2004 et 2005, dans le but d'ouvrir l'ESIB à un plus grand nombre d'étudiants intéressés par la politique éducative européenne. Le [faible nombre de participants](#) de chacune de ces éditions a cependant amené à l'arrêt de l'initiative.

On doit en conclure que [les étudiants actifs dans l'ESIB ne sont pas intéressés à faire ce qu'ils font déjà lors de leurs réunions ordinaires – parler d'enseignement supérieur – à l'occasion d'un camp d'été](#). Peut-être l'aspect social ne les attire-t-il pas, dans la mesure où les événements ordinaires organisés par l'ESIB comportent toujours une part festive ; ces événements sont par ailleurs nombreux au long de l'année et les « habitués » ont peut-être [envie de se retrouver chez eux](#) ; enfin, un camp d'été se déroule, comme son nom l'indique, en été, [période d'étude et d'examens](#) dans de nombreux pays européens.

On doit aussi conclure, du faible taux de participation, que de [nouvelles recrues potentiellement intéressés par l'ESIB ne souhaitent pas connaître l'organisation par le biais d'un camp d'été](#) en Italie ou en

Croatie, peut-être essentiellement à cause du **déplacement géographique** nécessaire, que ces étudiants ancrés dans leur réalité nationale n'ont pas toujours l'envie ni la possibilité économique d'effectuer.

En comparaison, l'AEGEE et l'ESN organisent nombre de **voyages culturels** et de **Summer Universities** qui **drainent régulièrement un nombre raisonnable d'étudiants intéressés** (exemples).

**On ne s'adresse manifestement pas au même public**, les étudiants actifs dans le champ direct de la représentation étudiante semblent moins enclins que les autres à se rendre à des événements internationaux n'ayant qu'un but socialisateur.

3. Et inversement. Notre troisième indice : **l'AEGEE tente en ce moment de reformer le Liaison Group défunt et de rentrer à nouveau dans le Bologna Follow Up Group**. Sans vouloir jouer les devins, on peut imaginer de nombreuses causes d'échec de ce projet. En effet **l'AEGEE ne bénéficie pas, auprès de partenaires avec qui l'ESIB travaille depuis maintenant plusieurs années, d'une image aussi professionnalisée** que l'ESIB. Cela, en raison des **manques** qu'on a soulignés plus haut :

- manque de **concentration** sur l'enseignement supérieur, donc manque **d'expertise**
- et surtout, manque de **continuité**, qui est la preuve objective que l'organisation n'a pas connu une succession de génération d'étudiants intéressés par la représentation de l'intérêt étudiant au niveau européen – alors que cette représentation est précisément l'objectif de l'ESIB.

**A moins d'une révolution** dans l'attitude des partenaires du Processus de Bologne, on voit mal comment la position gagnée par l'ESIB dans ce processus pourrait être mise en cause.

Au final, à travers ces trois indices – dissolution du Liaison Group, échec des camps d'été de l'ESIB, échec probable du retour de l'AEGEE dans le Bologna Follow Up Group – on voit bien comment une **coopération entre les deux types d'organisation semble impossible**.

On évoquera certes la **rivalité** des organisations pour le même espace et les mêmes ressources, rivalité qui est une réalité.

Mais des **facteurs structurels** s'ajoutent à cette réalité. On peut effectivement interpréter la séparation des tâches comme un **reflet de la façon qu'a l'Union européenne de se construire**. L'analyse de la structure décisionnelle du Processus de Bologne, qui harmonise les systèmes d'enseignement supérieur, confirme cette idée. Car si c'est finalement l'ESIB qui s'est imposée comme l'interlocuteur étudiant principal dans ce processus, c'est sans doute en raison de la **logique de fonctionnement très professionnalisée** des institutions européennes. **L'ESIB possédait au départ une identité qui convenait à ce type de fonctionnement, et elle l'a développée** : c'est une organisation au **fonctionnement assez formel**, dont on notera la congruence avec les procédures de l'UE ; par ailleurs, nous avons déjà insisté sur le **rôle du niveau national** dans le Processus de Bologne, niveau où l'ESIB possède des ressources. **L'AEGEE et l'ESN**, par contre, ne se sont que peu investies dans un **fonctionnement qui ne convenait pas à leur identité**, puisqu'elles **produisent moins d'expertise formellement présentée** et ne disposent **pas de ressources nationales** utiles.

La concurrence toujours existante entre les organisations n'est donc pas seule en cause, mais aussi le fonctionnement expert et largement intergouvernemental de l'Union.

- L'expert-ification du domaine politique le rend inaccessible à des étudiants plus axés sur l'échange culturel européen,
- et a contrario, l'existence d'un niveau national dans les organisations européennes d'étudiants, semble les empêcher de se faire connaître *en tant qu'organisations européenne* auprès des étudiants de la base.

On peut dès lors dire qu'une société civile organisée reste l'apanage d'une élite intergouvernementale, alors qu'une société civile sociologique rassemble des étudiants de tous horizons dès le niveau local, selon une optique plus fédéraliste, sans doute réalisable car ces échanges adviennent de fait dans des relations interpersonnelles.

Cette division n'empêche pourtant pas la politique européenne de l'enseignement supérieur de se faire, et semble ne pas gêner les étudiants qui se rencontrent lors des *cooking nights* européennes. La question reste cependant entière : quelle structure de représentation étudiante serait capable de supporter trois niveaux d'action également investis, local, national et européen ? Peut-être une telle structure doit-elle rester imaginaire sous peine de s'effondrer sous son poids.

(Conclusion non formulée : Ce qui voudrait dire qu'une société civile complète, en Europe, est impossible, mais peut-être pas forcément nécessaire.)